

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

18 décembre 2019

PROPOSITION DE LOI

**instaurant un droit de vote double
pour les actions nominatives dématérialisées**

**AVIS DE L'AUTORITÉ
DE PROTECTION DES DONNÉES**

Voir:

Doc 55 **0446/ (S.E 2019):**

001: Proposition de loi de M. De Roover et Mme Houtmeyers.
002: Modification auteur.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

18 december 2019

WETSVOORSTEL

**tot invoering van het dubbel stemrecht voor
gedematerialiseerde nominatieve aandelen**

**ADVIES VAN DE
GEGEVENSBECHERMINGS AUTORITEIT**

Zie:

Doc 55 **0446/ (B.Z. 2019):**

001: Wetsvoorstel van de heer De Roover en mevrouw Houtmeyers.
002: Wijziging indiener.

01204

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)



Avis n° 192/2019 du 16 décembre 2019

Objet : Avis concernant une proposition de loi instaurant un droit de vote double pour les actions nominatives dématérialisées (CO-A-2019-201)

L'Autorité de protection des données (ci-après l' "Autorité") ;

Vu la loi du 3 décembre 2017 *portant création de l'Autorité de protection des données*, en particulier les articles 23 et 26 (ci-après "la LCA") ;

Vu le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 *relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la Directive 95/46/CE* (Règlement général sur la protection des données, ci-après "le RGPD") ;

Vu la loi du 30 juillet 2018 *relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel* (ci-après "la LTD") ;

Vu la demande d'avis de Monsieur Patrick Dewael, Président de la Chambre, reçue le 06/11/2019 ;

Vu le rapport de Madame Alexandra Jaspar, Directrice du Centre de Connaissances de l'Autorité de protection des données ;

Émet, le 16 décembre 2019, l'avis suivant :

I. OBJET DE LA DEMANDE

1. Monsieur Patrick Dewael, Président de la Chambre, demande à l'Autorité d'émettre un avis sur les articles 14 et 15 de la proposition de loi *instaurant un droit de vote double pour les actions nominatives dématérialisées*, ci-après la proposition.

2. Le Code des sociétés et des associations (CSA) établit que les sociétés cotées en bourse peuvent instaurer un droit de vote double. Ce droit de vote double n'est accordé qu'aux actions nominatives et pas aux actions dématérialisées. Les investisseurs privés et institutionnels détiennent généralement leurs actions sur un compte-titres. Pour acquérir le droit de vote double, ils devraient convertir leurs actions dématérialisées en actions nominatives.

3. La présente proposition vise à permettre aussi ce droit de vote double pour les titulaires d'actions nominatives dématérialisées (sous-enregistrement). À cette fin, l'approche suivante est proposée. Un actionnaire qui souhaite convertir en actions nominatives des actions dématérialisées qu'il détient sur son compte-titres les fait enregistrer dans le registre des actions. Le(s) titulaire(s) du compte agréé(s) et l'organisme de liquidation échangent les données à caractère personnel de l'actionnaire susmentionné et le nombre d'actions qu'il souhaite sous-enregistrer avec la société. Ces actions dématérialisées conservent le même statut juridique. Elles deviennent nominatives par le biais du sous-enregistrement, si bien que l'on peut parler d' "actions nominatives dématérialisées".

4. Afin de rendre cela possible, la proposition adapte plusieurs articles du CSA et de la loi du 15 décembre 2004 *relative aux sûretés financières et portant des dispositions fiscales diverses en matière de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers*.

5. L'Autorité limite son analyse à l'article 14 de la proposition - qui insère un nouvel article 7:44/1 dans le CSA - qui engendre un traitement supplémentaire de données à caractère personnel, à savoir celles des titulaires d'actions dématérialisées qui sont devenues nominatives.

II. EXAMEN DE LA DEMANDE

6. En application du nouvel article 7:44/1, premier alinéa du CSA, les actions nominatives dématérialisées seront, tout comme les actions ordinaires, enregistrées au nom de leur propriétaire ou de leur titulaire dans le registre des actions nominatives qui est tenu par la société, en application des articles 5:24 et 5:25 du CSA. À cet effet, le nouvel article 7:44/1, troisième alinéa du CSA identifie les données qui seront transmises à cette fin à la société concernée. Pour une personne physique, il s'agit des mêmes données que celles qui sont traitées pour les actions ordinaires, à savoir :

- ses nom et adresse (en vertu du renvoi à l'article 7:29, 2° du CSA) ;
- l'adresse électronique visée à l'article 2:32, premier alinéa du CSA¹:

7. Ces données permettent d'identifier l'actionnaire et la société peut ainsi le contacter, notamment pour l'inviter aux assemblées générales, lui transmettre des documents qui sont discutés à l'assemblée générale, etc.

8. À la lumière de l'article 5.1.c) du RGPD, le traitement de ces données ne donne lieu à aucune remarque spécifique.

9. Une fois que le titulaire d'une action nominative dématérialisée est repris dans le registre des actions, on applique les mêmes dispositions de la LTD et de l'arrêté royal du 29 avril 2019 *portant exécution du Code des sociétés et des associations* que celles applicables aux actions nominatives ordinaires en matière de finalité, de responsable du traitement, de délai de conservation, d'accès pour des tiers et de règles de cet accès.

**PAR CES MOTIFS,
l'Autorité**

constate que la proposition ne donne lieu à aucune remarque spécifique.



Alexandra Jaspar
Directrice du Centre de Connaissances



¹ Article 2:32, premier alinéa du CSA : "L'associé, l'actionnaire, le membre ou le titulaire d'un titre émis par une société ou d'un certificat émis avec la collaboration d'une société peut à tout moment communiquer une adresse électronique à la personne morale aux fins de communiquer avec elle. Toute communication à cette adresse électronique est réputée être intervenue valablement. La personne morale peut utiliser cette adresse jusqu'à ce que le membre concerné, l'associé ou actionnaire ou le titulaire de titres communique une autre adresse électronique ou son souhait de ne plus communiquer par courrier électronique".



Advies nr. 192/2019 van 16 december 2019

Betreft: Advies m.b.t. een wetsvoorstel tot invoering van het dubbel stemrecht voor gedematerialiseerde nominatieve aandelen (CO-A-2019-201)

De Gegevensbeschermingsautoriteit (hierna de "Autoriteit");

Gelet op de wet van 3 december 2017 *tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit*, inzonderheid op artikelen 23 en 26 (hierna "WOG");

Gelet op de Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 *betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG* (hierna "AVG");

Gelet op de wet van 30 juli 2018 *betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens* (hierna "WVG");

Gelet op het verzoek om advies van de heer Patrick Dewael, Kamervoorzitter, ontvangen op 06/11/2019;

Gelet op het verslag van mevrouw Alexandra Jaspar, Directeur van het Kenniscentrum van de Gegevensbeschermingsautoriteit;

Brengt op 16 december 2019 het volgend advies uit:

I. VOORWERP VAN DE AANVRAAG

1. De heer Patrick Dewael, Kamervoorzitter, verzoekt de Autoriteit om advies te verlenen over de artikelen 14 en 15 van het wetsvoorstel *tot invoering van het dubbel stemrecht voor gedematerialiseerde nominatieve aandelen*, hierna het voorstel.

2. Het Wetboek van vennootschappen en verenigingen (WVV) bepaalt dat beursgenoteerde vennootschappen een dubbel stemrecht kunnen invoeren. Dit dubbel stemrecht wordt alleen toegekend aan aandelen op naam en niet aan gedematerialiseerde aandelen. Particuliere en institutionele beleggers houden doorgaans hun aandelen aan op een effectenrekening. Om dubbel stemrecht te verwerven zouden zij hun gedematerialiseerde aandelen moeten omzetten in aandelen op naam.

3. Dit voorstel heeft tot doel om dit dubbel stemrecht ook mogelijk te maken voor de houders van gedematerialiseerde nominatieve aandelen. Daartoe wordt volgende aanpak voorgesteld. Een aandeelhouder die een op naamstelling wenst van gedematerialiseerde aandelen, die zich op zijn effectenrekening bevinden, laat deze in het aandelenregister registreren (onderregistratie). De erkende rekeninghouder(s) en de vereffeningsinstelling wisselen de persoonsgegevens van bovenvermelde aandeelhouder en het aantal aandelen dat deze wenst onder te registreren uit met de vennootschap. Deze gedematerialiseerde aandelen blijven juridisch hetzelfde statuut behouden. Zij worden via de onderregistratie op naam gesteld zodat zij als "gedematerialiseerde nominatieve aandelen" kunnen worden bestempeld.

4. Teneinde dit mogelijk te maken, past het voorstel een aantal artikelen van het WVV en de wet van 15 december 2004 *betreffende financiële zekerheden en houdende diverse fiscale bepalingen inzake zakelijkezekerheidsovereenkomsten en leningen met betrekking tot financiële instrumenten*, aan.

5. De Autoriteit beperkt haar analyse tot artikel 14 van het voorstel - voegt een nieuw artikel 7:44/1 in het WVV in - dat leidt tot een bijkomende verwerking van persoonsgegevens, namelijk deze van de houders van gedematerialiseerde aandelen die nominatief worden gemaakt.

II. ONDERZOEK VAN DE AANVRAAG

6. In toepassing van het nieuwe artikel 7:44/1, eerste lid, WVV worden de gedematerialiseerde nominatieve aandelen zullen, net zoals gewone aandelen, geregistreerd op naam van de eigenaar of houder ervan in het register van aandelen op naam dat gehouden wordt door de vennootschap in toepassing van artikelen 5:24 en 5:25 WVV. Met het oog daarop identificeert het nieuwe artikel 7:44/1,

derde lid, WVV de gegevens die daartoe worden doorgegeven aan de betrokken vennootschap. Voor een natuurlijke persoon zijn het dezelfde gegevens als deze die voor gewone aandelen op naam worden verwerkt, namelijk:

- zijn naam en adres (ingevolge verwijzing naar artikel 7:29, 2°, WVV);
- het e-mail adres bedoeld in artikel 2:32, eerste lid WVV¹.

7. Aan de hand hiervan wordt de aandeelhouder geïdentificeerd en kan de vennootschap met hem contact opnemen onder meer om hem uit te nodigen voor algemene vergaderingen, documenten die op de algemene vergadering worden besproken, te bezorgen,

8. De verwerking van deze gegevens geeft in het licht van artikel 5.1.c) AVG geen aanleiding tot specifieke opmerkingen.

9. Eens de houder van een gedematerialiseerd nominatief aandeel is opgenomen in het aandelenregister zijn qua finaliteit, verwerkingsverantwoordelijke, bewaartermijn, toegang voor derden en regeling van deze toegang, dezelfde bepalingen van het WVV en het koninklijk besluit van 29 april 2019 *tot uitvoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen*, van toepassing als deze die gelden voor gewone aandelen op naam.

OM DEZE REDENEN

de Autoriteit,

stelt vast dat het voorstel geen aanleiding geeft tot specifieke opmerkingen.



Alexandra Jaspar
Directeur van het Kenniscentrum



¹ Artikel 2:32, eerste lid WVV: "De vennoot, aandeelhouder, lid of houder van een effect uitgegeven door een vennootschap of van een certificaat uitgegeven met medewerking van een vennootschap kan de rechtspersoon op elk ogenblik een e-mailadres meedelen om met hem te communiceren. Elke communicatie op dit e-mailadres wordt geacht geldig te zijn gebeurd. De rechtspersoon kan dit adres gebruiken tot aan de mededeling door het betrokken lid, de betrokken vennoot of aandeelhouder of effectenhouder van een ander e-mailadres of van zijn wens niet meer per e-mail te communiceren".